

<http://lipietz.net/Du-rouge-au-vert-portrait-de-A-Lipietz-par-Alain-L>

Ecorev N°21

# Du rouge au vert : portrait de A. Lipietz par Alain L.

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: décembre 2005

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

**Toujours, mon travail de chercheur s'est entrecroisé avec mon activité militante. Mais je n'ai pas toujours été écologiste.**

En 1966, j'avais invité René Dumont à l'École Polytechnique. À l'époque, René n'était pas vraiment écologiste. Dans son livre *L'Afrique noire est mal partie*, l'ingénieur agronome se posait la question : "À quelles conditions sociales la terre peut-elle nourrir les hommes ?". Manquait encore chez lui la critique radicale des rapports sociaux et des techniques qui engendraient à la fois la misère humaine et la destruction de la nature.

Cette critique, je devais la trouver du côté du marxisme, et plus précisément (c'était l'époque !), dans la critique du stalinisme par la révolution culturelle chinoise, ou du moins ce qu'on en lisait... Que tirais-je de la leçon chinoise ? La critique de la "théorie des forces productives", la critique de l'État et du marché, la critique de la "forme parti". Il ne faut pas comprendre "critique" au sens de "rejet", il s'agissait plutôt de l'analyse des tendances lourdes qui imposent ces formes sociales, et de la réflexion et de l'action pour en identifier et contrer les effets pervers. Dans quel sens allaient ces critiques ?

Les forces productives : contrairement au marxisme dominant, qui voit le progrès technique, lui-même guidé par la Science, apporter l'abondance et avec elle la libération des opprimés, nous comprenions que le progrès technique n'est pas un moteur autonome de l'Histoire. Tout en limitant certes l'effort humain, il est toujours marqué par les rapports sociaux entre les humains : scientisme, technocratie, choix du plus rentable ou du plus centralisé...

L'État et le marché : ces deux formes sont sans doute les solutions les plus puissantes au problème de la contradiction entre l'individu et la communauté. Mais elles se transforment en forces autonomes qui se retournent contre ceux qui croient s'en servir. L'État devient un corps séparé qui dicte ses choix, le marché anéantit la « liberté » de ceux qu'il a réduits au chômage.

La forme parti : les mouvements sociaux ont besoin d'un intellectuel collectif et d'un quartier général des luttes, mais, comme l'État qu'il prétend combattre ou occuper, le parti tend à se placer au-dessus des masses populaires et à se servir d'elles pour ses propres intérêts, au nom d'une vision plus claire du point de vue d'ensemble.

Parallèlement, ma démarche individuelle m'engageait dans un rapport particulier au territoire. L'invitation à René Dumont traduisait d'abord mon souci de la libération et du bien-être des peuples colonisés et appauvris du Tiers-monde. Je voulais "faire de la coopération", travailler avec eux à aménager un monde meilleur (c'était déjà pour ça que j'étais, comme lui, devenu ingénieur). Ce qui, professionnellement, me conduisait vers les Ponts et Chaussées. Mai 68 et la liaison avec le mouvement ouvrier, la participation à un immense et créatif mouvement de masse, de brèves expériences comme mineur de fond et comme paysan, m'amènèrent à réviser mes projets : pour servir, en France, la révolution, je ne pouvais utiliser mes connaissances que dans la recherche, et l'économie politique était sans doute là où ma formation pouvait être la plus utile. Cependant, cette activité de chercheur restait directement orientée par mes choix initiaux : l'aménagement du territoire.

Activement lié aux luttes urbaines de 1970 sur le logement, les transports en commun, les choix d'urbanisme, en liaison avec les militant-e-s des *Cahiers de Mai*, je commençais par l'analyse de la division sociale de l'espace urbain et du prix du sol. Ce travail, [Le tribut foncier urbain](#), devait m'introduire plus tard à toute l'économie politique de l'environnement : le prix du sol n'est que l'échange contre monnaie d'un droit politique d'accès à un environnement social donné et qui se transforme. Participant à un groupuscule très lié à l'émergence des mouvements régionalistes (bretons, occitans, etc.), j'étudiais la façon dont le capitalisme structurait l'espace, et profitait des différences

préexistantes pour optimiser son développement ([Le capital et son espace](#)). Face à la crise de 1974, je participais à l'aventure de « l'Ecole de la Régulation », avec l'analyse du mode de développement dominant de l'après-guerre, le fordisme : [Crise et inflation, pourquoi ?](#), [Le monde enchanté](#). Ces travaux étaient assez peu propositionnels, mais déjà je développais, avec les syndicats et les mouvements d'éducation populaire, la recherche de formes d'organisation du travail et de régulation économique-politique alternatives. Il ne s'agissait pas de répondre à la baisse de la rentabilité du capital en brisant la « rigidité ouvrière » comme le tentait le néo-libéralisme, mais d'abord de développer d'autres sources de productivité, fondées sur le savoir-faire des producteurs, d'autres modes de régulation de la sécurité sociale fondés sur des formes plus directes de solidarité. Enfin, lié au mouvement tiers-mondiste, j'élargissais à l'échelle internationale ma réflexion sur les rapports entre les territoires : ce fut [Mirages et miracles : problèmes de l'industrialisation dans le tiers-monde](#). Contrairement à la quasi-totalité des courants marxistes qui niaient la possibilité de l'industrialisation dans les pays dominés, je diagnostiquais l'inéluctabilité de l'extension dans le Sud des formes d'industrialisation les plus terribles, sans exclure une rapide montée en qualification. La réponse à terme ne pouvait résider que dans la recherche de règles sociales internationales.

C'est dans ce dernier livre que je me déclare écologiste. Le choc du Brésil m'avait confirmé le rapport intime entre la destruction de la nature et de l'exploitation des humains. Mais ma prise de distance avec le marxisme s'était faite au long des années, dans le cadre de la revue *Partis pris*. Ce ne fut pas un rejet, mais une réflexion sur les limites d'une approche qui s'intéressait trop peu à la valeur d'usage, au travail concret, à la réalité matérielle. Retrouver la réalité de ce que *fait* l'industrie, l'agrobusiness, à ses travailleurs, aux consommateurs, à l'environnement, à la planète, dépasser la seule critique du « combien ça vaut, combien ils y gagnent », se poser la question du « à quoi ça sert ? quel est le sens de ce travail ? », étendait considérablement la critique du désordre existant, mais aussi la portée des coalitions sociales qu'il était possible de construire pour le combattre.

L'écologie politique m'apparut alors comme un point de vue synthétique, encore largement à explorer, qui permettait de donner des prolongements positifs au marxisme critique que j'avais jusque-là pratiqué. La critique des forces productives, de l'État, du marché, de la forme parti, trouvaient un débouché dans le point de vue écologiste qui met en rapport de façon permanente l'individu, l'activité sociale, et le territoire (naturel et artificiel), à la fois produit de la société et base de son existence. Mais pour passer des luttes « contre » à la pratique d'une alternative, il ne suffisait pas de « changer sa propre vie », il fallait se poser la question des politiques publiques, donc du pouvoir, ici et maintenant (et pas après une mythique révolution).

Les difficultés de la gauche - enfin arrivée au pouvoir en 1981 - m'amènèrent à une activité beaucoup plus propositionnelle. Ce fut la série des livres de plus en plus Verts : [L'audace ou l'enlisement](#), [Choisir l'audace](#), [Vert espérance](#), et, m'appuyant sur les riches élaborations de la Commission économique des Verts, le retour à des analyses approfondies avec [La société en sablier](#) (qui était en fait une base analytique pour les négociations des Verts avec le parti socialiste). Au fil de mes activités dorénavant devenues plus institutionnelles, j'ai écrit enfin des livres de proposition et "d'autocritique pour avancer" : [Qu'est ce que l'écologie politique ?](#), [Pour le tiers secteur](#), [Refonder l'espérance](#). D'abord, sur les voies et les moyens du partage du travail comme réponse non-productiviste à la question du chômage et de la qualité de la vie, puis sur les instruments permettant d'orienter le modèle de développement dans un sens « soutenable » (règlements, quotas, écotaxes), enfin pour préciser la vieille idée (1984 !) du « tiers secteur ».

Si je regarde vers le passé, il est clair en effet que la forme particulière de ce que fut mon marxisme retentit sur les propositions que j'ai pu développer en tant que militant Vert. Face au chômage par exemple, je n'ai pas tant défendu le capitalisme d'Etat des staliniens, ni la relance keynésienne des sociaux démocrates, que la lutte pour le temps libre avec la réduction du temps de travail et le partage des richesses, et surtout le tiers secteur. L'idée d'une communauté liée par l'amitié (au sens du Fourier, c'est-à-dire sur la base de la libre association) se rendant des services à elle-même sous forme associative ou coopérative, vieille aspiration du mouvement ouvrier du 19e siècle, réponse des (trop rares et trop mythifiées) « communes populaires » chinoises à l'horreur du stalinisme, me paraissait et me paraît toujours comme l'horizon d'une gauche pour le 21e siècle. Encore faut-il comprendre la thèse

de Marx selon la quelle un nouveau mode de production ne peut se développer que dans les pores, les marges du mode dominant, avant de prétendre exercer l'hégémonie. Ou, comme disait Eluard : « Un autre monde est possible... mais il est dans celui-ci ».